

Icomos France Réunion du 4 juillet 2018
Cité de l'architecture – palais de Chaillot
Groupe de travail « espaces patrimoniaux »

Notes prises par D. Perchet, membre du groupe. Un résumé de ces positions est rédigé par ailleurs.

La notion d'espace patrimonial comprend les monuments, les espaces bâtis, les espaces naturels... avec comme philosophie : le patrimoine ne se divise pas.

Le groupe a réuni d'une part ses membres habituels et, pour cette séance, des intervenants concernés par le thème de la continuité écologique et du patrimoine.

(liste en annexe)

Le groupe de travail est animé par Jean-Pierre Thibault.

Le matin a été consacré à la présentation du rapport de M. Alain Brandeis de décembre 2016 écrit à la demande de la ministre de l'Environnement (le rapport est disponible en ligne et a été récupéré. Un résumé nous a été remis, ajouté à la fin à ce compte rendu.

Définition de la continuité écologique :

> Assurer la circulation des êtres vivants

> Circulation et transit sédimentaire.

Dimension longitudinale mais aussi verticale : recharger la nappe... et aussi latérale : le lit majeur sert de zone d'expansion des crues.

Restaurer ? Certains disent « revenir à l'état d'avant » : avant l'homme ? Affirmation qui laisse perplexe... L'état de nature n'a jamais existé depuis la préhistoire.

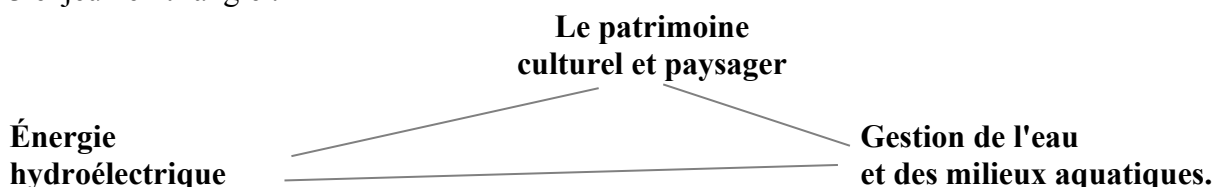
La faute à Bruxelles ? En fait chaque pays, choisit ses moyens pour arriver à l'objectif global : restaurer la qualité de l'eau.

En France, les moyens vont de la suppression de l'obstacle à l'aménagement. L'obstacle peut être un seuil (ce qui barre le lit mineur – le barrage ferme le lit majeur), une buse qui sort dans la rivière...

En approche latérale, cela peut être un mur, une digue contre les crues, pour gagner des surfaces cultivables.

Le CGEDD est intervenu trois fois, ce qui prouve l'extrême sensibilité du sujet. Une charte des moulins a été préparée et jamais signée. La commission a émis le vœu de travailler étroitement avec le ministère de la culture : des recommandations ont été faites mais il ne s'est jamais rien passé. À la suite de plaintes, le ministère s'est réveillé et cela a abouti à la grille d'analyse. C'est la société civile qui a mis en demeure le Ministère !

3 enjeux en triangle :



Ces enjeux sont traités par des politiques spécifiques, des lois différentes, des démarches cloisonnées.

En France, il y a un obstacle tous les 5 km. En liste 2, tous les 2 km et par exemple, dans le Morvan, la rivière du Cousin, 1 par km.

Des exemples ont été présentés avec des solutions :

> Moulin Sapin : cadre paysagé, miroir d'eau, moules perlières, possibilité d'hydroélectricité (35 kW). Le moulin et le seuil ont été préservés avec le recours à une rivière de contournement pour la continuité.

>Forges de Buffon (sur l'Armançon) : un temps envisagé, le site a été préservé car historique (MH).

> Moulin Prieur sur la Risle (27) : microcentrale de 250 kW : propriété de la régie d'électricité d'Elbeuf : l'enjeu d'énergie a été prioritaire.

Ces exemples montrent que les moulins sont soit sans usage, soit multi-usage, gérés ou pas.

Le contexte est souvent difficile : les controverses sont actives et non arbitrées.

La notion de droit d'eau est souvent mal comprise (les notaires sont souvent défaillants et ont besoin d'être formés, a souligné la représentante du ministère de la culture) ; elle fait partie des « actifs » d'un bien (les supprimer diminue fortement la valeur du bien, ce que certains propriétaires ont compris un peu tard). Les droits d'eau ont aussi des contreparties : obligation d'entretenir les vannages, les biefs, d'ouvrir les vannes en période de crue et généralement de laisser passer l'eau librement en hiver pour faire circuler l'eau, la faune, les sédiments.

Un moulin est un ouvrage qui comprend trois composantes :

le bâtiment, le seuil qui donne l'énergie via la chute et le débit, la machinerie. Les trois sont solidaires, ce qui rend perplexe quand on entend dire : on ne touche pas au moulin, on se contente d'échancrer ou d'effacer le seuil. (Noter à cet égard, la langue officielle faite d'euphémisme).

2016

Alain Brandeis note : la faible implication des SDAP

la forte implication des DDT pour qui le critère de réussite est la continuité : ces services ont pris la main.

Les procédures ne sont pas partagées et le patrimoine se sent mis à l'écart.

Les taux de blocage sont importants : les deux bassins les plus conflictuels sont la Seine-Normandie et Loire-Bretagne.

L'enquête auprès des préfets met en avant les problématiques par ordre décroissant :

Continuité

Gouvernance

Acceptation sociale

Finances

Aspects réglementaires

Patrimoine – paysages

Moulins

Patrimoine, acceptabilité sociale

Problèmes financiers

réglementation

Objectifs et enjeux non partagés

Incompatibilité avec les usages.

Là où il faudrait une approche systémique, les données sont cloisonnées, à commencer par des inventaires non partagés (Onema, monuments historiques...)

Bilan au bout de 9 ans :

3 000 ouvrages ont été modifiés, dont 14 à 75 % effacés selon les bassins.

Comme l'objectif prévu pour 5 ans n'a pas été tenu, on ajoute 5 années de plus.

En cas de conflit il y a peu de procédures... Pas de pénalisation sauf s'il y a menace à la sécurité publique.

Le rapport Brandeis faisait des propositions pour arriver à des solutions partagées.

- > Défiscalisation des travaux via la Fondation du patrimoine
- > Mettre de la cohérence dans les aides : on est mieux aidé quand on arase que quand on fait une rivière de contournement, alors que ce n'est pas le même prix (voir exemple du moulin d'Ancette en fin de ce document).
- > Faire confiance au territoire dans une démarche concertée qui prend une échelle cohérente.
- > Faire des diagnostics multi-usages :
 - >> volet patrimonial (le paysage)
 - >> analyser le potentiel énergétique
 - >> prendre en compte les autres usages des seuils : pêche, agriculture, tourisme
 - >> franchissabilité par activités non motorisées (canoës-kayaks)
- > Avec la GEMAPI, structurer la maîtrise d'ouvrages
- > Utiliser la grille patrimoniale pour analyser les ouvrages, le bâti, les mécanismes du moulin. Au passage, faire cadastrer les seuils pour les sortir de la zone de « non-existence » juridique.
- > Créer un label « moulin patrimonial »
- > Penser au potentiel hydroélectrique dans le cadre des territoires à énergie positive

Raisonner en transversalité : dans la mise en œuvre, les appuis, le pilotage. Le rapport proposait de travailler sur une méthode à l'usage des services concernés.

Second témoignage

Exemple de la Sèvre Nantaise (EPTB = Établissement public territorial de bassin).

Monsieur Boris Lustgarten est ancien directeur EPTB Sèvre Nantaise ; Président de l'Association des moulins des Deux-Sèvres

« Les évolutions de la gouvernance de l'eau et des milieux aquatiques : GEMAPI et continuité écologique (nouveaux pouvoirs des collectivités : risques ou opportunités ?) »

L'article 211.1 dit en substance, « le patrimoine hydraulique ne fait pas obstacle au patrimoine : le code de l'urbanisme et le code du patrimoine en font deux notions associées.

La rivière est le dernier grand affluent de la Loire rive gauche : 1 ouvrage par km.

La grille d'analyse était déjà pratiquée de fait et remplie par tout le monde dans des réunions qui ont traité de 143 moulins : usages, enjeux, histoire, quelles solutions possibles de l'effacement au maintien des vannes. Le travail a permis de mieux connaître la vie de la rivière, d'évaluer l'impact des ouvrages en biologique comme en chimique... Tout y est passé ; des chaussées aux buses.

Une angoisse sociale a été révélée : l'angoisse de la sécheresse, conséquence des pratiques culturelles, remembrement, défrichement, pollution chimique, vétérinaire qui modifie les poissons. L'eau douce est devenue une eau industrielle, captée, traitée : comment les poissons peuvent-ils résister ? Est-ce la faute des chaussées ou plus généralement de l'industrialisation généralisée du bassin et des pratiques agricoles ?

- > Actions :
 - > ouverture coordonnée des ouvrages en hiver
 - > effacement de 16 seuils qui étaient orphelins, isolés...
- > Approches :
 - >> effacement des vannes pendant deux ou trois ans pour voir ce qui se passe et décider sur expérience
 - >> privilégier les ouvrages périphériques (chenaux de contournement plutôt que de toucher aux moulins)

Arguments pour supprimer

- > supprimer les obstacles à la circulation – mais de nombreux poissons vivent dans de petits espaces à part les migrateurs
- > eutrophisation (réponse ouvrir les vannes)
- > sédimentation : les études ont montré qu'il y a peu de dépôts car effet de vidange lors des crues)
- > Auto-épuration : selon les autorités, cela reste à démontrer.

Pour conserver :

- > Patrimoine (insiste sur le rôle des notaires)
- > Eau en été
- > Pratiques touristiques
- > Petites crues épanchées
- > Qualité de l'eau combattre la chimie

Préconisations faites alors :

- > Le rôle de l'État était de suivre les ouvrages : cette mission a été abandonnée. La pédagogie est à reprendre par les autorités locales (droits et devoirs).
- > Agir en territoire bassin-versant, transgresser les limites territoriales et administratives
- > Intervenir es qualités dans la planification urbaine, lutter contre l'artificialisation des sols : le monde rural est considéré comme l'arrière-cour de la ville : l'eau, les déchets, les lotissements, le tourisme.

L'EPTB a eu un rôle de coordination pour tous ; collectivités, associations, propriétaires...

Observatoire, documentation, information, culture, tourisme.

Les 9 syndicats de rivière ont fini par entrer dans la structure. L'EPTB s'est attelé à la coconstruction du projet et des programmes avec ces principes :

- > un seul cycle de l'eau
- > installer une gouvernance avec : principe de subsidiarité, développement général du territoire, autonomie financière à installer à terme.

La GEMAPI (Gestion de l'eau, milieux aquatiques et protection contre les inondations) est devenue une compétence des codecom ; bonne chose car reconnaissance officielle des cours d'eau avec des responsables identifiés

Mais les EPCI ne sont pas cohérents avec le territoire hydraulique, le bassin versant. Le pouvoir est resté aux propriétaires riverains. La Gemapi permet de lever une taxe sur tous les contribuables, riverains ou pas, d'où des enjeux pour les élus et les collectivités. La loi encourage les EPCI à se rapprocher et à reconstituer des entités plus larges mais le mouvement est inégal.

Suggestions ;

- > il y a un manque de science et de connaissance sur ces sujets qu'il faut étudier...
- > les cahiers des charges sont donnés par l'Onema : il y a un problème dès l'amont ; il faut intervenir dès la rédaction du cahier des charges pour s'assurer de la prise en compte du patrimoine et des aspects alternatifs des dossiers
- > un moratoire à effet immédiat (20 000 ouvrages sont encore concernés) permettrait de calmer le jeu (voir le mot de M. Brandeis qui évoque les situations « non arbitrées »).
- > l'eau potable, la qualité de l'eau, le ruissellement urbain et rural sont des enjeux autrement plus importants.

Troisième témoignage : pays d'Ance dans la Haute-Loire : Saint-Julien d'Ance

Intervention à deux voix à propos du Moulin d'Ancette à Saint-Julien-d'Ance (Haute Loire)

Monsieur Gérard Triolaire, Président de l'association Les amis de Saint-Julien d'Ance


Monsieur Gilles Bontemps, Propriétaire du moulin d'Ancette, membre de l'association Les amis de Saint-Julien d'Ance dont l'objectif est de promouvoir, de sauvegarder et d'aménager les sites naturels et le patrimoine de la commune de Saint-Julien-d'Ance.

Exposé des actions menées pour animer et restaurer le moulin d'Ancette à Saint-Julien-d'Ance en Haute-Loire (non protégé) dont le bief est le refuge de moules perlières qui prolifèrent. Dans le cadre des travaux de restauration de la continuité écologique, plusieurs solutions techniques sont proposées avec recherche d'un compromis équilibré en lien avec les services de l'Etat.

Le moulin de l'Ancette, ancien, valorisé, est le support d'une action de développement local.

La rivière a été l'objet d'une étude résumée dans les écrans ci-après ;

> choix entre arasement de la chaussée, financé à 100 % ou ouvrage de contournement financé à 60 %.

 **Le moulin d'Ancette
le futur du seuil et du bief**

Mise en conformité de l'ouvrage au titre de la directive européenne sur la continuité écologique des cours d'eau.

- ✓ L'article L.214-17 du code de l'environnement impose aux propriétaires des ouvrages d'assurer la **libre circulation des poissons migrateurs et des sédiments** dans certaines rivières.
- ✓ 2 solutions sont possibles pour se mettre en conformité avec la loi :
 - **Arasement du seuil** et suppression de l'obstacle. Solution qui a la préférence de l'Administration et qui est financée à 100% par l'Etat


« Effacer un seuil, c'est nier le passé, ruiner le présent et détruire l'avenir »

- Création d'un **ouvrage de contournement** ou d'une **échelle à poissons**. Solution financée à 60% seulement par l'Etat

Les Amis de Saint Julien d'Ance
triolaire.gerard@orange.fr

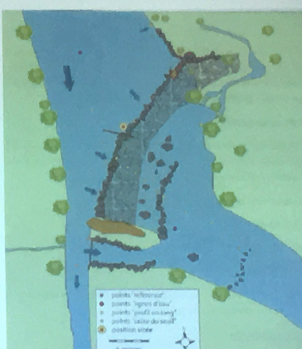
Fondation
Berger-Levrault
Nous soutient

04/07/2018 40

 **Le moulin d'Ancette
le futur du seuil et du bief**

Mise en conformité de : cas du moulin d'Ancette

- ✓ Réalisation par un cabinet privé d'une étude « d'aide à la décision », dans le cadre du Contrat Territorial de l'Ance du nord.
- ✓ 6 ouvrages sont concernés par l'étude. Seul celui d'Ancette a déclaré vouloir **garder ses fonctionnalités**.
- ✓ L'étude de l'influence des ouvrages sur la structure génétique de la truite montre que ceux-ci n'impacte pas significativement les flux de gènes entre les populations amont et aval de truites.



Les Amis de Saint Julien d'Ance
triolaire.gerard@orange.fr

Fondation
Berger-Levrault
Nous soutient

04/07/2018 41


L'étude montre que l'ouvrage ne gêne en rien la circulation des poissons puisque les truites sont les mêmes en amont et en aval. S'il y a des dégâts sur l'eau, c'est plutôt parce que des prélèvements illégaux du fait de certains (dont une collectivité) ont un impact sur le débit de la rivière. Mais cette question n'est pas posée.

L'association d'animation et le propriétaire ont déclaré vouloir continuer l'équipement du moulin, les animations patrimoniales tout en assurant la circulation de l'eau. À droite sur la carte, un « renard » montre que la rivière lors des crues passe par le côté, naturellement. Il serait donc possible tout à la fois de jouer des vannes qui sont en état tout en aménageant ce renard. La proposition du bureau d'études est plus radicale et plus chère : voir le projet sur l'écran suivant.

De plus, la réalisation d'un ouvrage en gros béton met à mal la qualité patrimoniale du site ; la réalisation d'un bras de contournement de 300 mètres passe chez le voisin qui refuse.

Deux suggestions ont été faites unanimement par les élus et les autorités compétentes en matière de patrimoine :

- > refuser tout en essayant de faire reconnaître le moulin comme patrimoine remarquable (notamment dans le PLU)
- > équiper le moulin : ajouter sur la quatrième roue (qui va être restaurée) un équipement énergétique puisque la loi du 24 février 2017 et l'article L 214-17 exonèrent les moulins producteurs d'énergie de modifications mettant en péril la capacité énergétique. Cette solution est d'ailleurs de plus en plus adoptée pour résoudre les conflits.




Le moulin d'Ancette

le futur du seuil et du bief

Mise en conformité de : **Résultat de l'étude**

- ✓ **Reprise de la crête de l'ouvrage** de manière régulière. Les enrochements en crête seront liaisonnés par du **gros béton**
- ✓ **Vanne de décharge bouchée** ou réhabilitée
- ✓ Mise en place d'une **échancrure** (bétonnée) à l'entrée du bief
- ✓ Création d'un **bras de contournement** composé de 3 bassins et d'une rivière artificielle
- ✓ Coût très estimatif des travaux : **47 431 € ttc**, soit 28 459 € financé l'Agence de l'eau (si demande d'aide avant septembre 2018), 18 972 € à la charge du propriétaire
- ✓ Réaliser un dossier technique complet et motivé



Les Amis de Saint Julien d'Ance
tricolaine.gerard@orange.fr

Fondation
Bergier-Levaillant
Nous soutient

04/07/2018 42



Le moulin d'Ancette

le futur du seuil et du bief

Mise en conformité de : **Alternative : l'article L.214-18-1 CE**

- ✓ « Les moulins à eau équipés par leurs propriétaires pour produire de l'électricité, ne sont pas soumis aux règles définies par l'autorité administrative et mentionnées au 2° du I de l'article L.214-17 ». (24 février 2017).
- ✓ Réflexion en cours en vue d'équiper la 4^{ème} roue avec un dispositif de **production d'hydroélectricité** en autoconsommation.



Les Amis de Saint Julien d'Ance
tricolaine.gerard@orange.fr

Fondation
Bergier-Levaillant
Nous soutient

04/07/2018 43

Ce compte rendu fait à partir des notes prises en réunion et complété par les documents fournis par les intervenants ne saurait engager Icomos : il est cependant rédigé de façon la plus neutre possible. Un compte rendu plus officiel est prévu, mais sans date. Les intervenants fourniront notamment leurs documents projetés : nous pourrions alors les faire circuler si l'autorisation nous en est donnée.

Rapport de synthèse et propositions

Source rapport Brandeis

Le plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau a été conçu avec un objectif environnemental de reconquête des milieux aquatiques. Inspiré par la directive-cadre sur l'eau de 2000, il s'est trouvé impulsé par la loi sur l'eau de 2006 puis le Grenelle de l'environnement en 2009, qui ont donné une nouvelle ambition à une politique initiée voici 150 ans en France avec la loi sur la pêche du 31 mai 1865.

La concertation à cinq et l'enthousiasme du Grenelle ont fait long feu et, pour ce programme, laissé place à une situation des plus conflictuelles. Tant au niveau national que local la mission a pu mesurer le niveau de tension et constater l'affrontement de visions opposées dans ce dossier : quelle sera la "rivière idéale", qui doit en décider et comment ?

Ce qui est souvent perçu par certains propriétaires de moulins comme du "militantisme" des structures chargées de mettre en œuvre ce plan - dont ils s'estiment victimes - trouve en réalité une explication structurelle objective : de la politique de l'eau découle en effet, à défaut de les justifier, la manière dont les orientations prises ont été mises en œuvre jusqu'à présent, avec un cadrage national et une déclinaison spécifique par bassin. Ainsi, les dimensions patrimoniales et énergétiques n'étaient pas considérées avec le même niveau d'importance que les enjeux environnementaux, à part deux exceptions notables : celle des ouvrages hydrauliques protégés au titre des monuments historiques d'une part, celle des activités hydroélectriques en place, d'autre part.

Souvent présentée comme "destructrice" avec l'arasement des seuils, cette politique dispose pourtant d'une palette de solutions techniques permettant de restaurer la continuité écologique. Celle-ci ne vise pas que la circulation piscicole mais aussi le rétablissement du transit sédimentaire au profit de l'hydromorphologie de la rivière.

Au niveau local, la mission a recensé de vraies réussites, qui mériteraient d'être mieux valorisées. Ces réussites s'apprécient par les résultats obtenus en matière de reproduction et de remontée d'espèces piscicoles, mais aussi par les effets induits tels que la réduction du risque d'inondation, la facilitation de l'entretien des rivières ou encore la circulation des canoës-kayaks. Elles se mesurent aussi à la satisfaction des propriétaires d'ouvrages ainsi que des élus ayant conduit ou soutenu ces démarches de rétablissement de la continuité écologique : ceux-ci ont alors réussi à intégrer ces opérations dans leurs propres projets de développement local.

Pour autant, cette politique rencontre des blocages. Leur écho médiatique au cours des derniers mois, tendant à réduire la restauration de la continuité écologique à l'effacement des ouvrages et à la décrire comme "la destruction planifiée de nos moulins", a contribué à créer des doutes sur le bien-fondé de cette politique, sans nécessairement en aborder toutes les dimensions, en particulier celle de la fragmentation des milieux aquatiques, ni donner la parole à tous les bénéficiaires des opérations et acteurs concernés.

La mission a identifié ces blocages, avec une importance variable, dans les deux-tiers des départements. Ces conflits nécessitent une attention particulière pour les résoudre.

Les solutions passent d'abord par une mise à plat des enjeux et un partage des objectifs à une échelle territoriale cohérente : celle d'un bassin-versant ou d'un axe de cours d'eau. C'est sur cette étape, qui se situe avant même que ne soient étudiés les premiers projets par ouvrage, que la mission recommande de concentrer les efforts, grâce à un diagnostic territorial qui soit le point de départ d'une démarche concertée.

La motivation des élus et la structuration des collectivités sont essentielles pour avancer dans cette direction : sans leur soutien et leur implication sur le terrain, cette politique est vouée à l'échec. La mission préconise de mettre à profit la réforme de la GEMAPI pour renforcer la maîtrise d'ouvrage publique sur les nombreux territoires dépourvus de tels outils.

La mission propose aussi d'améliorer la gouvernance : associer davantage les propriétaires de moulins et leurs représentants aux décisions les concernant et renforcer la conscience de leur responsabilité environnementale supposent d'améliorer la concertation et qu'ils soient parties prenantes des différentes instances concernées.

Les moulins sont aujourd'hui porteurs d'une riche symbolique ; un grand nombre d'entre eux participent, par leur implantation en fond de vallée ou en milieu urbain, à la constitution de paysages construits, aménagés en fonction de l'eau qu'ils maîtrisent. Ils demeurent la plupart du temps les traces visibles d'une activité passée. Tous ne justifient cependant pas la sauvegarde inconditionnelle de leur seuil, notamment quand l'absence d'usage de l'eau et d'entretien pendant des décennies a entraîné la ruine de leurs ouvrages hydrauliques et que, transformés en « résidence au bord de l'eau », ils n'ont plus la capacité à participer à la gestion de la rivière.

Si l'objectif de continuité est incontournable, il peut être assuré avec des solutions moins radicales, quitte à ce que celles-ci soient moins efficaces en termes de gain écologique lorsque la valeur patrimoniale du moulin le justifie. La mission propose des critères d'identification des moulins patrimoniaux ainsi qu'une méthode pour évaluer cette dimension patrimoniale de façon objective et concertée, avec une reconnaissance susceptible d'évoluer, à terme, vers un label.

Cette reconnaissance permettra de réserver à ces moulins considérés comme patrimoniaux et dans certaines conditions, des solutions "douces" dans les opérations de restauration de la continuité, privilégiant par exemple la gestion des vannages.

En matière de production d'énergie, pour la très petite hydroélectricité dont l'enjeu est essentiellement local et d'intérêt privé, la mission préconise également un changement d'approche, en intégrant dans les études de diagnostic territorial un volet consacré à l'estimation du potentiel de production, complété par une étude de faisabilité sous l'angle hydrologique, technique, environnemental, économique et juridique. À certaines conditions, les projets de restauration de la continuité par ouvrage pourront être étudiés avec l'option d'équiper les seuils pour l'hydroélectricité. La mission suggère d'éviter la multiplication des initiatives individuelles dont le cumul peut s'avérer pénalisant pour les milieux aquatiques, d'autant qu'on obtient parfois de meilleurs résultats avec des ouvrages intégrés, moins perturbants, qu'avec une multitude de petits ouvrages.

Pour passer d'une logique à l'autre il faut une maîtrise d'ouvrage adaptée et la mission invite à encourager la dimension collective de ces projets, afin à la fois d'optimiser leur rentabilité et de minimiser leurs impacts environnementaux.

Concernant le maintien des autres usages, la mission recommande de les prendre en compte de manière plus attentive et plus systématique et ce, très en amont des projets de restauration de la continuité par ouvrage. Elle préconise aussi de coordonner plus étroitement les démarches de continuité écologique avec celles - qui peinent à être prescrites - de la continuité pour la circulation nautique des canoës-kayaks.

À la faveur des trois nouvelles lois relatives à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) et celle pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, la mission appelle à une approche plus intégrée des enjeux écologiques, patrimoniaux et énergétiques afin de les mettre en synergie plutôt que de les opposer. Elle préconise un changement de paradigme et plus de transversalité dans la mise en œuvre des politiques publiques concernées, devant se traduire par un pilotage interministériel du programme de restauration de la continuité écologique dont le champ aura été

élargi. De même et pour aller dans cette voie, la coopération entre les services doit être consolidée aux niveaux départemental, régional et de bassin.

Le suivi des projets, l'évaluation des programmes et les retours d'expérience doivent être renforcés. Une revue de synthèse des données scientifiques sur l'impact de la fragmentation des cours d'eau et des effets positifs, négatifs ou insuffisants de la politique de continuité sera à demander aux conseils scientifiques de l'Agence française pour la biodiversité et des comités de bassin, afin d'orienter en conséquence les programmes et d'intégrer les conséquences du changement climatique.

La mission propose aussi une évolution des financements au niveau des agences de l'eau tout en faisant davantage appel à d'autres cofinanceurs potentiels de ce programme, au premier rang desquels les collectivités, en mettant en outre l'accent sur la recherche de mécénat (pour le volet patrimoine), les fonds participatifs (pour le volet énergétique) ainsi que la mise à l'étude d'incitations fiscales, qui paraissent justifiées en contrepartie des efforts réalisés au nom de l'intérêt général et d'une ouverture des moulins au public.

Le résultat de ces réflexions sera porté à la connaissance des propriétaires d'ouvrages, en leur indiquant les aides possibles, mais aussi leurs obligations en matière de gestion des ouvrages, d'entretien et de sécurité.

Enfin, la mission propose des réformes de structure destinées à régler certaines difficultés de fond au service de ce programme : elle préconise de mettre à l'étude une évolution des SDAGE et des SAGE afin de mieux intégrer les approches patrimoniale et énergétique, une modification de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau afin de faire de ce dispositif un levier qui soit véritablement incitatif et plus juste, ainsi qu'une réforme des droits fondés en titre, visant une extinction progressive de ce régime tout en encourageant les propriétaires à concrétiser leurs projets énergétiques.

L'ensemble des mesures proposées est récapitulé sous forme d'un plan d'actions. C'est avec la globalité de ces mesures, et au prix d'une évolution de posture des différents acteurs pour permettre d'avancer vers plus de partenariat, que la mission estime possible de favoriser un développement durable et partagé et de progresser dans une stratégie "gagnant-gagnant".

Alain Brandeis, Ingénieur général honoraire des ponts, des eaux et des forêts ; ancien membre du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) ; Corédacteur du rapport remis à la ministre de l'Environnement en décembre 2016 : *"Concilier la continuité écologique des cours d'eau avec la préservation des moulins patrimoniaux, la très petite hydroélectricité et les autres usages -- Pour un développement durable et partagé"*.